

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle risques accidentels
40 rue de la préfecture
58026 Nevers Cedex

Nevers, le 26/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

APERAM ALLOYS IMPHY

1 Avenue Jean Jaurès
58160 Imphy

Références : 260039
Code AIOT : 0005401254

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/01/2026 dans l'établissement APERAM ALLOYS IMPHY, implanté 1 avenue Jean Jaurès - 58160 Imphy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre de l'amélioration du suivi administratif des mises en demeure au niveau régional, la visite visait à lever administrativement 3 anciennes mises en demeure auxquelles l'exploitant a ou avait répondu, mais sans que leur levée soit actée en inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- APERAM ALLOYS IMPHY
- 1 avenue Jean Jaurès 58160 Imphy
- Code AIOT : 0005401254
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

Aperam exploite une usine de production et de transformation (sous forme de barres, feuillets et de fils) d'alliages spéciaux (en particulier alliages à base de nickel). Il est classé Seveso seuil bas et relève de la directive "IED" sur les émissions industrielles.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan poussières	AP de Mise en Demeure du 12/05/2022, article 1 ^{er}	Levée de mise en demeure
2	Stockage des déchets	AP de Mise en Demeure du 27/12/2023, article 1 ^{er}	Levée de mise en demeure
3	Protection contre la foudre	AP de Mise en Demeure du 30/12/2021, article 1 ^{er}	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection permet de lever administrativement 3 anciennes mises en demeure auxquelles l'exploitant a ou avait répondu, mais sans que leur levée soit actée sur le terrain:

- mise en demeure du 30 décembre 2021 sur la protection contre la foudre,
- mise en demeure du 12 mai 2022 sur les émissions de poussières,
- mise en demeure du 27 décembre 2023 sur le stockage de déchets (laitiers historiques) sur l'usine Val de Loire.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan poussières

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12/05/2022, article 1 ^{er}
Thème(s) : Risques chroniques, Plan poussières
Prescription contrôlée : La société APERAM ALLOYS IMPHY est mise en demeure de respecter : <ul style="list-style-type: none">- dans un délai de 9 mois à compter de la notification du présent arrêté, les actions prévues à l'article 8.2.1.2 de l'arrêté préfectoral du 23 août 2010 modifié, susvisé :- « mise en place d'aspirations de poussières raccordées à une installation de dépoussiérage sur la zone de démontage des réfractaires ou autre(s) dispositif(s) ou aménagements d'efficacité équivalente »,- dans un délai de 21 mois à compter de la notification du présent arrêté, les actions prévues à l'article 8.2.1.2 de l'arrêté préfectoral du 23 août 2010 modifié, susvisé :- « installation d'une aspiration primaire de poussières sur la voûte du four à arc, ou autre(s) dispositif(s) ou aménagement(s) d'efficacité équivalente,- mise en place d'une aspiration primaire de poussières raccordées à l'installation de dépoussiérage de l'aciérie du four à arc sur la zone servant au décrassage en poche, ou autre(s) dispositif(s) ou aménagement(s) d'efficacité équivalente ».
Constats :

L'exploitant a présenté à la DREAL en octobre 2023 les travaux d'installation réalisés à l'arrêt d'été 2023. Un procès-verbal de réception / mise en service industrielle de l'équipement a été établi le 15/12/2023, date officielle de la mise en service. Ces travaux ne pouvaient se faire que sur 2 étés consécutifs, et ont été retardés au départ par la crise COVID. L'année 2024 a servi au calage des installations, ce qui se traduit sur les mesures 2025 par un meilleur réglage par rapport à 2024, sachant que l'activité de aciérie était en hausse sur la période 2023-2025, avec même + 8 % en 2025 par rapport à 2024.

Les anciennes installations reposaient sur un captage en toiture avec des émissions atmosphériques et au sein du bâtiment importantes, notamment en poussières.

L'exploitant a ajouté une aspiration à la source sur le four à arc (qui fonctionne 70 % du temps) par un tube de captation avec refroidissement à eau (les fumées étant à plus de 1 000°), un filtre à manche, un dépoussiéreur, un motoventilateur de 311 kW. Le rejet de fait toujours dans la gaine aérienne existante (et donc dans les mêmes émissaires, sans nouveau point de rejet).

Avec un impact plus marginal, l'exploitant a mis en place une aspiration secondaire pour le décrassage en poche, mais cette installation ne fonctionne qu'environ 5 min, une dizaine de fois par jour.

L'exploitant assure une surveillance de ses émissions de poussières sur 5 points de prélèvements par préleveurs d'air (retombées et qualité d'air), plus un témoin, répartis autour du site. Le rapport de mesure des retombées atmosphériques ENTIME du 16 avril au 13 mai 2025 a été présenté. Sur les 2 points de mesure les plus proches de l'aciérie ("restaurant" et "sud aciérie"), la baisse est significative entre la moyenne 2011-2015 et 2025, passant de pour la somme de métaux Cr+Mn+Ni de 322 à 61 ng/m³ (divisé par 5) pour le premier et de 381 à 34 ng/m³ (divisé par 10) pour le second. Les améliorations en PM10 sont réelles mais moindres, passant pour les deux de 13 à 9 ng/m³.

Pour le démontage des réfractaires, une benne dotée d'un brumisateurs a été mise en place en 2022. L'Inspection a constaté qu'elle était bien en place avec une brumisation opérationnelle. L'exploitant dispose de vidéos montrant la grande efficacité de ce dispositif.

La mise en demeure du 15 mai 2022 est donc levée de fait.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant enverra à l'Inspection les données de flux de poussières 2025 qu'il n'a pas encore calculé.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Stockage des déchets

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 27/12/2023, article 1er

Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des déchets

Prescription contrôlée :

La société APERAM ALLOYS IMPHY est mise en demeure de respecter :

- dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions prévues à l'article 5.1.3 de l'arrêté préfectoral du 23 août 2010 en stockant les déchets de ferrailles du site Val de Loire dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement ;

- dans un délai de 21 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions prévues à l'article 9.13.3 de l'arrêté préfectoral du 23 août 2010 concernant le stockage de laitiers et réfractaires en :
 - limitant la hauteur des tas de stockage à 5 m ;
 - assurant l'étanchéité du stockage, la collecte des eaux de ruissellement et leur récupération dans un bassin.

Constats :

Pour le premier point (article 5.1.3 de l'AP du 23/8/2010), une aire bétonnée étanche de 1 000 m², avec récupération des eaux pluviales, a été construite en septembre/octobre 2024. Une inspection a eu lieu le 31/10/2024, et a levé cette partie de la mise en demeure.

Pour le second point (article 9.13.3 de l'AP du 23/8/2010), une zone bétonnée pour le stockage des laitiers/réfractaires a été construite en 2 tranches. Une 1^{ère} tranche de 1 200 m² a été réalisée en septembre/octobre 2025 : terrassement, coulage et séchage de la dalle.

Une 2^{ème} tranche de 800 m² a été réalisée ensuite et a été terminée en décembre 2025. En effet, au préalable, il fallait déplacer le stock résiduel de réfractaires sur la nouvelle dalle, afin de libérer la surface correspondante pour la construire.

La collecte des eaux pluviales se fait via le caniveau en bordure de dalle, relié au bassin existant au fond du terrain.

L'Inspection a constaté la présence des 2 zones et du système d'évacuation des eaux.

Il n'a pas été identifié de dépassement de la hauteur de 5 m.

L'exploitant a par ailleurs bien avancé sur l'évacuation des stocks historiques : 20 kt ont été évacués en 2025 pour une production de 14 kt, soit 6 kt de déstockage net. L'exploitant envisage ainsi d'arriver à résorber l'ensemble du stock historique à la fin du premier trimestre 2027.

La mise en demeure du 27 décembre 2023 est donc levée de fait.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 30/12/2021, article 1^{er}

Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre

Prescription contrôlée :

La société APERAM ALLOYS IMPHY est mise en demeure de respecter :

• dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions prévues à l'article 7.4.1 de l'arrêté préfectoral du 23 août 2010 :

« L'exploitant rédige une liste des mesures de maîtrise des risques, identifiées dans l'étude de dangers, et des opérations de maintenance qu'il y apporte. Cette liste est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et fait l'objet d'un suivi rigoureux. »

• dans un délai de 24 mois à compter de la notification du présent arrêté pour les bâtiments CG/CT, LK et CU

• et dans un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté pour les autres bâtiments, les dispositions prévues à l'article 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 :

« L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations autorisées à partir du 24 août 2008, pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de

l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique. »

Constats :

La visite du 12 octobre 2023 a permis de constater la réalisation ou le lancement (devis signé) des travaux demandés, elle demandait de confirmer la réalisation des travaux liés à la foudre par la production de justificatifs. Elle actait en particulier que les bâtiments CB, LA, LK et LN n'avaient pas besoin d'autres travaux. Un courrier levant la mise en demeure a été envoyé le 29 février 2024, annulé par un second courrier du 22 mars 2024 rappelant la demande de justification des travaux liés à la foudre.

L'exploitant a transmis le dossier des ouvrages exécutés du 30 septembre 2025, réalisé par France Protection Foudre, suite aux travaux réalisés en 2024 et 2025, qui couvrent les bâtiments CA, CW, CU, CF, CT/CG et CL, soit l'ensemble des bâtiments non protégés.

La mise en demeure du 30 décembre 2021 est donc levée de fait.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra un rapport de vérification qui acte la conformité des installations de protection contre la foudre après les travaux.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure